

CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) souffre de presque une décennie de violences, de chocs climatiques périodiques, et d'une pauvreté endémique. Suite à l'élection présidentielle de fin 2020, le conflit dans le pays s'est à nouveau intensifié en 2021, et les effets cumulatifs de cette situation d'urgence complexe ont continué d'affaiblir la capacité d'adaptation de la population et ont entraîné le déplacement interne de plus d'un demi-million de personnes au 31 octobre 2021.¹

Le Cluster Sécurité alimentaire, qui réunit les acteurs humanitaires travaillant dans ce secteur, a attiré l'attention de la communauté humanitaire sur une montée de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le pays, suite à la dégradation de la situation sécuritaire en 2021, et à la réalisation de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) dans les zones accessibles du pays.^{1,2} En effet, la RCA a signalé le deuxième plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire critique en Afrique de l'Ouest et du Centre, en octobre 2021, avec 2,1 millions de personnes, soit 43% de la population centrafricaine, en situation d'insécurité alimentaire aiguë haute (Phase IPC 3 ou plus).³

La crise qui se poursuit depuis l'avènement du conflit armé en 2013 entrave fortement l'accès des acteurs humanitaires à plusieurs zones du pays et, par conséquent, entraîne un manque d'informations relatives à la situation humanitaire, et à l'accès à la nourriture et moyens de subsistance, dans ces régions. Afin de remédier à ce manque d'information, en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), REACH mène un projet de suivi régulier de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès.

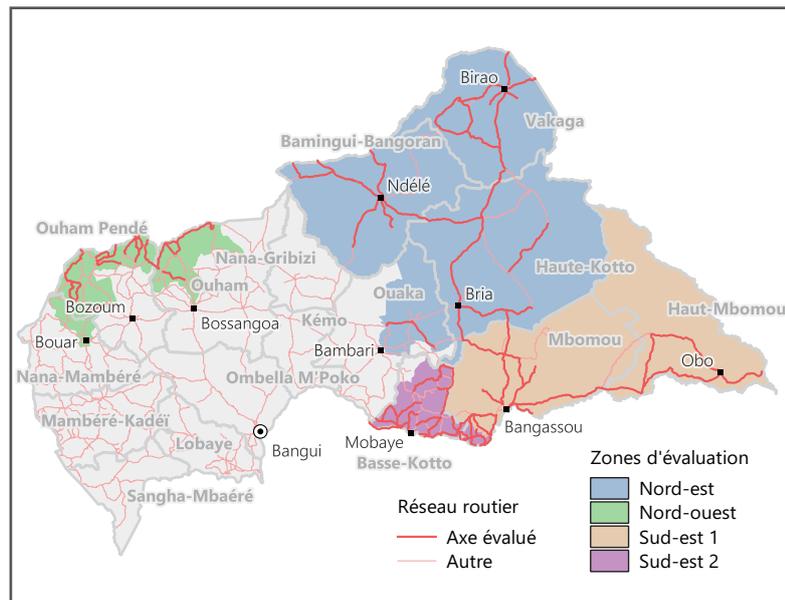
Ce document est basé sur une analyse des indicateurs collectés lors du cycle « Hard-to-Reach » (H2R) couvrant la période d'octobre à décembre 2021, dans 712 localités réparties sur 77 axes difficiles d'accès ; il donne un aperçu de la situation relative à la sécurité alimentaire dans les zones difficiles d'accès, en complément des informations disponibles pour le reste du pays.

Résultats clés

Globalement les résultats indiquent une situation extrêmement préoccupante quant à l'accès à la nourriture dans les zones difficiles d'accès évaluées, sur la période considérée.

- Dans la macro-zone nord-est (NE), alors que les indicateurs indiquent une amélioration importante de la situation sécuritaire par rapport au cycle de collecte précédent (février-avril 2021), une pénurie généralisée de nourriture a été rapportée ; ici les IC ont signalé que moins de la moitié de la population avait accès à une quantité de nourriture suffisante pour satisfaire ses besoins dans les trois quarts (76%) des localités évaluées. Ceci indique une vulnérabilité élevée de la population à cause, entre autre, de problèmes structurels tel qu'un manque d'accès physique aux marchés.
- Pour la macro-zone nord-ouest (NO) l'insécurité reste le facteur principal empêchant l'accès à une quantité suffisante de nourriture dans les zones évaluées, alors que certains facteurs structurels tels que la disponibilité de marchés et l'abordabilité de prix des denrées alimentaires étaient nettement meilleurs que pour la zone NE, d'après ce qui a été rapporté par les IC. En effet, ici plus de la moitié des localités évaluées ont subi des chocs entraînant des déplacements importants de population (61%), des restrictions de mouvement (39%), et des incidents de sécurité (52%) contraignant fortement l'accès des populations aux activités de subsistance, au revenu et aux services, et entravant une réponse humanitaire d'urgence.
- Enfin, les macro-zones sud-est 1 (SE1) et sud-est 2 (SE2) se démarquent des autres zones évaluées par, respectivement, les coûts élevés des denrées alimentaires et la pression conséquente sur les ressources et services à cause d'une présence importante de personnes déplacées internes et retournées, dans la période évaluée.

Axes évalués entre octobre et décembre 2021

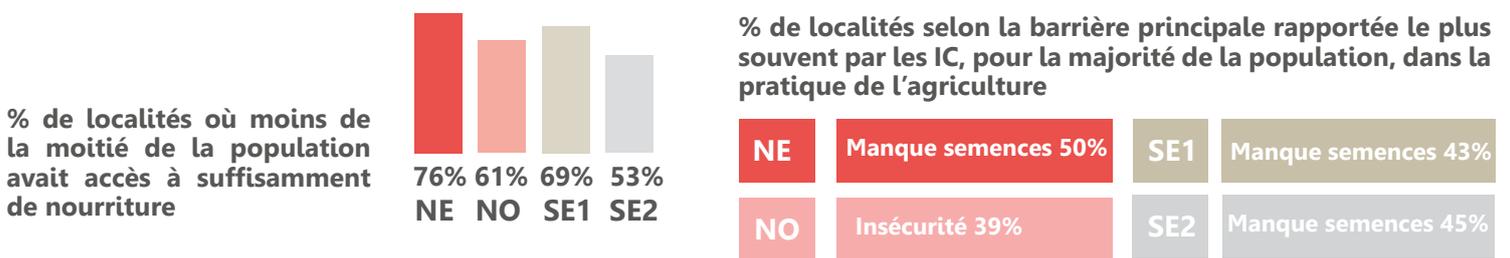


Ce document présente une analyse des principales données quantitatives et qualitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC) et groupes de discussion (FGD), concernant la situation humanitaire dans des zones difficiles d'accès durant les mois d'octobre, novembre et décembre 2021. À partir de la localisation géographique et compte tenu des interrelations socio-économiques existantes entre les différentes localités évaluées pendant ces collectes, quatre macro-zones ont été identifiées pour comparer et rapporter les résultats : nord-est, nord-ouest, sud-est 1 et sud-est 2. Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas statistiquement significatifs et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités évaluées. Pour plus de détails sur la méthodologie de collecte et d'analyse de données, voir [page 5](#). L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [centre de ressources de REACH](#).

 **Sécurité alimentaires et moyens de subsistance**

Selon les IC, plus de la moitié de la population n'avait pas assez de nourriture pour satisfaire ses besoins dans plus de la moitié des localités évaluées ; cela était vrai pour les quatre zones considérées. La situation paraît particulièrement problématique dans le Nord-Est, où ceci était le cas dans plus des deux tiers des localités (76 %). Les résultats pour cet indicateur montrent une légère dégradation de l'accès à la nourriture dans les macro-zones NE et SE1, par rapport à ceux du cycle de collecte de données février-avril 2021 (les comparaisons temporelles ne sont pas possibles pour les zones NO et SE2 en raison d'un changement significatif de couverture par rapport à l'évaluation de début 2021).

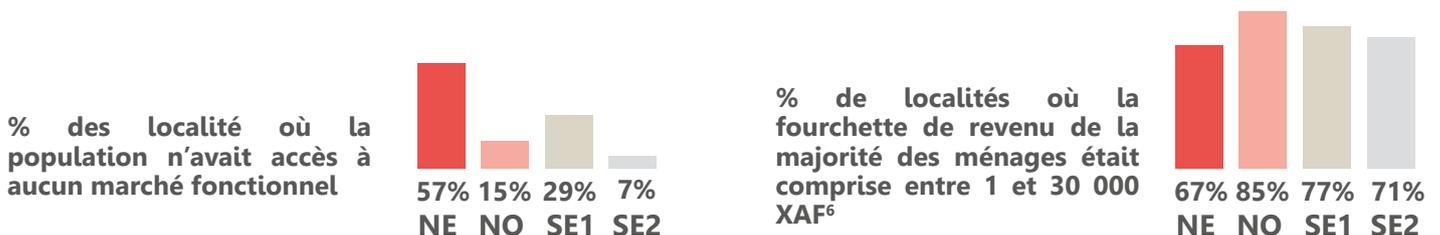
Alors que l'agriculture était la principale source de revenu pour la grande majorité de la population dans les quatre zones (plus de 85% de localités évaluées, en moyenne), et qu'une quantité de nourriture pouvait donc être accessible aux ménages grâce à leur propre production, il est impossible d'évaluer la quantité de nourriture obtenue par ce moyen à travers l'outil et méthodologie utilisés dans cette évaluation. Cependant, **les IC ont indiqué que des barrières à la pratique de l'agriculture étaient présentes dans les quatre régions, le manque de semences étant l'obstacle le plus fréquemment signalé dans les zones NE, SE1 et SE2, dans 50%, 43% et 45% des localités évaluées, respectivement ; ceci n'était pas le cas dans la zone NO, où l'insécurité était la barrière la plus fréquemment signalée (39%).**



Les résultats au niveau préfectoral de l'ENSA montrent que la campagne agricole était qualifiée de « mauvaise à très mauvaise » par la majorité des ménages cette année, dans les zones accessibles des préfectures couvertes par l'évaluation H2R (Bamingui-Bangoran, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Ouahm, Ouham-Pendé et Vakaga), et que, à l'exception de la Basse-Kotto et du Ouham, la majorité des ménages n'avaient aucun stock de nourriture disponible dans les autres préfectures.⁴ Les résultats de l'ENSA indiquent donc un accès très limité à la nourriture par le moyen d'une production propre aux ménages, bien qu'un parallèle direct ne puisse pas être fait entre zones accessibles et zones difficiles d'accès situées dans les mêmes préfectures.

L'accès à la nourriture sur les marchés était aussi limité, et ce du fait de plusieurs facteurs. **Un manque important d'accès physique aux marchés était rapporté dans la zone NE, où d'après les IC, personne n'avait accès à un marché dans plus de la moitié (57%) des localités évaluées. De plus, pour les localités où un marché était accessible par la population (38%), le marché n'était pas joignable sans que la population rencontre des défis logistique ou sécuritaires importants dans trois quarts (75%) des cas.** Sans considérer des obstacles tels que l'indisponibilité de biens sur les marchés ou des prix trop élevés des denrées alimentaires, ces résultats indiquent l'existence de barrières structurelles d'accès à la nourriture dans le NE, une consommation alimentaire potentiellement peu variée, et une claire vulnérabilité de la population aux chocs affectant la production agricole ou l'accès à la terre.

Une disponibilité de marchés plus importante était rapportée dans les autres zones ; cependant, des difficultés liées à des défis logistiques ou sécuritaires étaient rapportées par les IC dans entre un quart (26% dans le SE2) et deux tiers (57% dans le NO) des localités où un marché était accessible. **Dans les zones SE1 et SE2, une barrière significative additionnelle à l'accès à la nourriture disponible sur les marchés était le prix des biens alimentaires, avec un coût médian du panier minimum d'articles de survie (PMAS) supérieur (SE2) et largement supérieur (SE1) à la moyenne nationale, en octobre 2021 ;** ceci était en partie du à des mauvaises récoltes, des fermetures temporaires des marchés et problèmes d'approvisionnement dans ces zones.⁵



Alors que le coût médian du PMAS le plus bas, en octobre 2021, était rapporté dans la zone NO (42 441 XAF⁶ sur le marché de Paoua⁵), la fourchette de revenu de la majorité des ménages n'était pas suffisante pour couvrir le coût d'un PMAS dans la grande majorité des localités évaluées dans cette zone. En effet, les IC ont rapporté une fourchette de revenu mensuel entre 1 et 30 000 XAF⁶ pour la majorité des ménages dans 84% des cas, sur la période évaluée. La situation était similaire dans les autres zones, avec un revenu inférieur à 30 000 XAF pour la majorité de la population dans plus de la moitié des localités (68% pour le NE, 77% pour le SE1, 71% pour le SE2). **Cela indique que, même dans des zones où les marchés étaient physiquement accessibles, le coût des denrées alimentaires restait prohibitif pour une grande partie de la population.**

Parmi les localités où l'accès à la nourriture était insuffisant, les IC ont rapporté un éventail de stratégies dont la majorité de la population se servait pour faire face à cette pénurie. **Il est à noter que, dans 8% (NE) et 9% (NO) de ces localités, les IC ont rapporté que la consommation de la dernière femelle du troupeau était la stratégie principale de survie adoptée par la majorité de la population.** Ceci indique le ressort à des stratégies extrêmes de survie dans ces zones. Il faut noter cependant que, pour les localités où des stratégies de telle sorte n'ont pas été rapportées, cela pourrait signifier que la population n'a pas eu besoin de recourir à des stratégies extrêmes, ou bien qu'elle a déjà épuisé les ressources nécessaires pour pouvoir y recourir. Enfin, la consommation de semences peut elle-même être considérée une stratégie particulièrement négative, du fait que le manque de semences constituait une barrière importante à la production agricole dans les quatre zones.

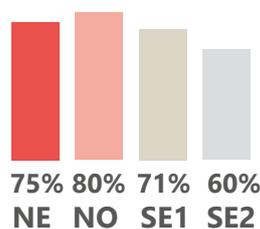
Dans ce contexte de vulnérabilité importante, les chocs entraînant une perte de revenu ou le déplacement des populations viennent accroître la sévérité des besoins des ménages dans les zones difficiles d'accès. Des chocs entraînant une perte de revenu pour la majorité de la population étaient rapportés par les IC dans une majorité des localités évaluées (75% NE, 80% NO, 71% SE1, 60% SE2) pendant la période analysée. Le plus souvent, ces chocs étaient liés aux fluctuations des prix sur les marchés (baisse des prix de vente des biens vendus, hausse des prix des denrées alimentaires).

D'un point de vue de la situation sécuritaire, une baisse du nombre de localités ayant subi des chocs entraînant des déplacements importants a été rapportée dans les zones NE et SE1, par rapport au cycle de collecte précédant, ainsi qu'une baisse du nombre de localités ayant subi des restrictions de mouvement et d'incidents de sécurité, indiquant une situation sécuritaire plus stable dans ces zones. **Contrairement les résultats dans la zone NO indiquent une situation sécuritaire qui est restée volatile comparé au début de l'année 2021, avec une majorité des localités évaluées ayant subi des incidents de sécurité (52%) et des chocs (61%) entraînant un déplacement de la majorité de la population, ceux-ci dûs dans la majorité des cas à des instances de conflit armé. Ce niveau d'instabilité induit des déplacements répétitifs d'un côté, avec une perte d'accès à / un effritement des moyens de subsistance, et entrave l'aide humanitaire de l'autre – seulement 15% des localités évaluées dans la zone NO ont reçu une aide humanitaire dans les 12 mois précédant la collecte, d'après les IC.** En dépit d'une meilleure accessibilité physique aux marchés, d'un meilleur approvisionnement de ceux-ci et de prix des denrées alimentaires plus abordables, par rapport aux autres zones évaluées, l'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance était donc affectée négativement de manière importante par le conflit en cours.

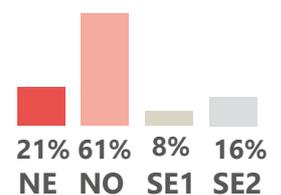
% de localités selon la stratégie de survie principale adoptée par la majorité des ménages, parmi les localités où moins de la moitié de la population avait accès à une quantité suffisante de nourriture pour satisfaire ses besoins

| | NE | NO | SE1 | SE2 |
|---|-----|-----|-----|-----|
| Cueillette | 47% | 32% | 20% | 11% |
| Consommation de semences | 13% | 31% | 23% | 25% |
| Consommer / vendre la dernière femelle d'un troupeau | 8% | 9% | 1% | 1% |
| Dons de famille | 2% | 4% | 3% | 1% |
| Consommer / vendre plus d'animaux (non-productifs) que d'habitude | 4% | 3% | 4% | 8% |
| Réduction des dépenses non-alimentaires essentielles | 7% | 2% | 1% | 1% |
| Emprunt d'argent ou nourriture à un prêteur officiel | 1% | 2% | 2% | 8% |
| Dépense de l'épargne | 0% | 2% | 2% | 3% |
| Mendier | 0% | 2% | 1% | 0% |
| Vente d'actifs non-productifs | 1% | 1% | 2% | 1% |
| Activités illégales ou risquées | 1% | 1% | 0% | 0% |
| Aucune stratégie | 0% | 1% | 0% | 4% |
| Vente d'actifs productifs ou de moyens de transport | 0% | 1% | 2% | 0% |
| Ne sait pas / Préfère ne pas répondre | 1% | 0% | 0% | 1% |
| Retirer les enfants de l'école | 0% | 0% | 0% | 1% |
| Aucun consensus | 13% | 7% | 38% | 35% |

% de localités ayant subi un choc impactant significativement le revenu moyen des ménages



% de localités ayant subi un choc entraînant le départ d'au moins la moitié des ménages



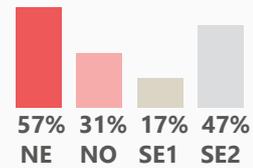
Il est à noter que, bien que la proportion de localités ayant subi des incidents de sécurité ait baissé dans la zone NE (14%) par rapport à l'évaluation de début 2021 (27%), les IC ont rapporté des cas de vol de bétail comme incident principal dans un tiers de ces localités (29%). Plus d'informations seraient nécessaires pour confirmer si ces vols étaient dûs à des tensions communautaires, des exactions perpétrées par certains groupes, ou s'ils seraient le résultat d'un niveau de sécurité alimentaire extrêmement préoccupant.

Enfin, la pression sur les ressources existantes, dont la nourriture, est censée avoir augmenté de façon modérée dans la zone NE du fait des nouvelles vagues de retour rapportées dans cette période, et de manière marquante dans la zone SE2, abritant le plus grand nombre de ménages déplacés et retournés d'après les chiffres de la Commission mouvement de populations.⁷ Dans la zone NE, les participants des FGD ont remarqué un retour de population dans certaines localités, les retournés ayant perdu leurs abris et activités agricoles précédemment abandonnées. Pour la zone SE2, les participants des FGD, ainsi que les IC, ont rapporté l'existence de tensions communautaires autour de l'accès aux services et ressources, du fait du nombre important de personnes déplacées et retournées.

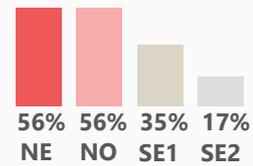
Résultats trans-sectoriels liés à la sécurité alimentaire



% de localités à plus d'une heure de marche du service de santé fonctionnel le plus proche



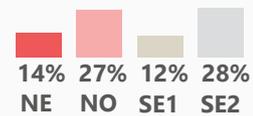
% de localités où la population n'avait pas accès à un centre de nutrition fonctionnel



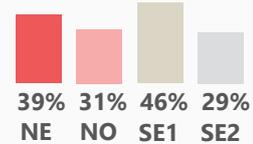
% de localités où la cause principale de décès était attribuée à un manque de nourriture



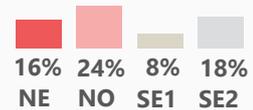
% de localités où l'eau de surface⁸ était la principale source d'eau pour boire pour la majorité de la population



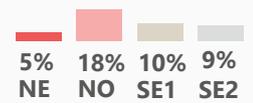
% de localités où la majorité de la population n'avait pas accès à une quantité d'eau suffisante pour satisfaire ses besoins



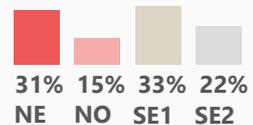
% de localités où la sécurité alimentaire était rapportée parmi les trois besoins principaux de la majorité de la population



% de localités où les moyens de subsistance étaient rapportés parmi les trois besoins principaux de la majorité de la population



% de localités ayant reçu une aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'enquête



ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE

Méthodologie de collecte

La méthodologie utilisée ("Zone de Connaissance / Area of Knowledge") a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager mensuellement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones difficiles d'accès, telles que définies par le groupe de travail sur l'accès en République Centrafricaine. En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques de déplacement et retour, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données sont collectées directement par les équipes de REACH sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'informateurs clés (IC) identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.

Les IC sont identifiés parmi les résidents de la localité, joignables par téléphone ou directement dans la localité lorsque la situation le permet, les personnes déplacées originaires de la localité, les commerçants, voyageurs, conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité, les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible ou joignable par téléphone, les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.

Ces collectes de données sont réalisées sous forme d'entretien direct ou de groupes de discussions (FGD), renseignant respectivement au niveau de la localité et de la commune. Afin de présenter les données quantitatives de façon pertinente et utile à la planification humanitaire, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées et analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes et tableaux de ce document.

À partir de la localisation géographique et compte tenu des interrelations socio-économiques existantes entre les différentes localités et communes évaluées le long des axes, quatre macro-zones ont été identifiées pour comparer et rapporter les résultats : nord-est, nord-ouest, sud-est 1 et sud-est 2.

| Couverture | Octobre 2021 | Novembre 2021 | Décembre 2021 |
|----------------------|--------------|---------------|---------------|
| # total entretiens | 508 | 1 553 | 1 488 |
| # localités évaluées | 218 | 511 | 565 |
| # axes évalués | 44 | 79 | 81 |

| Type d'IC | Octobre 2021 | Novembre 2021 | Décembre 2021 |
|-----------------------------------|--------------|---------------|---------------|
| Résidents de la localité | 69% | 70% | 78% |
| Visiteurs de la localité | 28% | 28% | 21% |
| Contact indirect avec la localité | 3% | 2% | 1% |

Méthodologie d'agrégation et analyse

Ce document est réalisé grâce à l'analyse des données quantitatives (3 549 entretiens avec des IC) et qualitatives (6 FGD) collectées pendant les trois mois de collecte.

Pour l'analyse des résultats quantitatifs, lorsque plusieurs IC étaient interrogés sur la même localité au courant du même mois, REACH procède à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis, basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "aucun consensus" ou "A/C".

Les données quantitatives, rapportées en pourcentage de localités évaluées, sont présentées par macro-zone, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque macro-zone sur les trois mois.

Lorsque certains indicateurs ne s'appliquent pas à la totalité des localités évaluées ou à la durée de trois mois de collecte, une clarification est indiquée dans la légende ou dans une note de bas de page.

Les parties narratives intègrent les résultats des FGD, ainsi que des observations et analyses des chargés de terrain REACH en charge de ces évaluations.

Notes

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). [République centrafricaine : Rapport de situation, 8 décembre 2021](#)

² World Food Program (PAM). [Enquête nationale de sécurité alimentaire \(ENSA\) - Résultats préliminaires. Février 2022.](#)

³ IPC. [République Centrafricaine : Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC - Persistance de l'insécurité alimentaire, causée par l'instabilité sécuritaire septembre 2021 - août 2022.](#) Octobre 2021.

⁴ World Food Program (PAM). [Enquête nationale de sécurité alimentaire \(ENSA\) - Résultats préliminaires. Février 2022.](#)

⁵ REACH. [RCA - Initiative conjointe de suivi des marchés \(ICSM\) - 20 octobre au 4 novembre 2021.](#) Novembre 2021

⁶ 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 566 XAF (Source: InforEuro. Date : novembre 2021)

⁷ [Rapport de la Commission Mouvement de populations - décembre 2021.](#)

⁸ Eaux de surface : consommation directe d'eau de rivière, de pluie, de lac, etc.

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT). Les publications de REACH en RCA sont à retrouver [au lien suivant](#).